

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 53. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

In afwijking van het eerste lid blijft dit besluit van kracht voor de dossiers die het voorwerp zijn van een gunstig ontvankelijkheidsbesluit voor 31 december 2020.

Art. 54. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,

Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13752]

25 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D.4, et D.241 à D.247;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans le secteur aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les articles 1^{er}, 9^o, 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 15, alinéa 2, 26, alinéa 3, 28, alinéa 2, 38, § 3, alinéas 1^{er} et 2, et 45, § 2, alinéa 1^{er};

Vu l'approbation du comité de suivi du 23 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2019;

Vu le rapport du 19 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche (2014-2020) validé par le Gouvernement wallon en date du 13 juillet 2017 pour ce qui concerne les opérations à mettre en œuvre sur le territoire wallon;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux piscicultures intensives;

Considérant le guide d'éligibilité des dépenses et les critères de sélection des opérations, dans le cadre du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche 2014-2020, validés par le Gouvernement wallon respectivement en date des 13 juillet 2017 et 28 janvier 2016,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. En application de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les dépenses éligibles répondent aux conditions suivantes :

1^o les dépenses sont limitées :

- a) à la construction, à l'acquisition, y compris par voie de crédit-bail, ou à la rénovation de biens immeubles;
- b) à l'achat ou la location-vente de matériel et d'équipements neufs à concurrence de la valeur marchande des biens, y compris les logiciels, à l'exclusion des coûts annexes liés aux contrats de location-vente tels que la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, les frais généraux et les frais d'assurance;

- c) dans la limite de douze pour cent des coûts d'investissements éligibles visés aux a) et b), aux frais généraux liés auxdits investissements, à savoir, notamment, les honoraires d'architectes et rémunérations d'ingénieurs et de consultants, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique, y compris les coûts liés aux études de faisabilité. Les études de faisabilité demeurent des dépenses admissibles même lorsque compte tenu de leurs résultats aucune dépense relevant des a) et b) n'est engagée;
- d) à des dépenses liées au transfert de technologie sous forme d'acquisition, de dépôt ou de maintien de brevets, de licences d'exploitation ou de connaissances techniques brevetées ou de connaissances techniques non brevetées dont la valeur est attestée par un réviseur d'entreprises, pour autant que les investissements concernés sont acquis aux conditions du marché auprès d'un tiers à l'entreprise, sont exploités exclusivement dans l'unité de production aquacole ou de transformation concernée par la demande d'aide, et font l'objet, le cas échéant, de garanties contractuelles d'une durée correspondant à la période d'amortissement de l'investissement concerné;
- e) aux coûts d'élaboration d'un plan d'entreprise, tel que visé à l'article 46, § 2, du règlement n° 508/2014 ou à l'article 22, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, à concurrence de maximum 1500 euros;
- f) aux honoraires et rémunérations de comptables chargés par le bénéficiaire de tenir une comptabilité telle que définie à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, à concurrence de maximum 500 euros par an;

2° les dépenses ne visent pas la capacité de stockage réfrigéré, y compris congelé, qui ne fait pas partie des installations destinées à la transformation ou à la commercialisation;

3° les dépenses ne portent pas sur un investissement utile au secteur du commerce de détail ou de la distribution, à moins que ces activités soient mises en œuvre sur le site d'exploitation aquacole concerné par l'aide octroyée en vertu dudit arrêté;

4° les dépenses ne portent pas sur l'un des objets suivant :

- a) des intérêts débiteurs;
- b) la marque, le stock, le goodwill, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porte, la reprise de bail, l'acquisition de participations;
- c) le matériel ou mobilier d'occasion;
- d) le matériel reconditionné;
- e) le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration;
- f) le matériel de transport dont la charge utile est égale ou inférieure à 3,5 tonnes et le matériel de transport de personnes;
- g) les aéronefs;
- h) les terrains et bâtiments acquis par l'entreprise à un de ses administrateurs, actionnaires ou d'une personne juridique faisant partie du même groupe que l'entreprise;
- i) la location de terres, d'immeubles et de matériel;
- j) les emballages consignés;
- k) les pièces de rechange;
- l) les conciergeries;
- m) les villas et appartements témoins et leur mobilier;
- n) le matériel, le mobilier ou l'immobilier destiné à la location;
- o) le matériel, le mobilier ou l'immobilier de remplacement;
- p) les infrastructures liées aux activités du secteur de transport défini à l'article 2, 45., du règlement n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité;
- q) l'achat de terrains bâtis ou non pour un montant supérieur à dix pour cent des dépenses totales;
- r) tout matériel informatique ou de téléphonie mobile dont la valeur individuelle est de moins de 1.000 euros;
- s) les immeubles qui ne sont pas utilisés à des fins professionnelles par l'entreprise dans les six mois qui suivent leur achat ou leur achèvement;

5° le caractère raisonnable des coûts est assuré par une mise en concurrence de minimum trois fournisseurs ou trois entrepreneurs consultés préalablement à chaque dépense. Cette mise en concurrence est démontrée par une copie des trois demandes de prix et des offres de prix reçues par le bénéficiaire.

Art. 3. En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, l'annexe 1^{re} détermine :

1° le montant minimum des investissements admissibles en deçà duquel une demande d'aide n'est pas recevable;

2° le montant maximal de l'aide par bénéficiaire pour la période du programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche;

3° le taux de l'aide publique totale;

4° les taux de participation des aides régionale et européenne dans l'aide publique totale;

5° le nombre maximum de demandes recevables sur la période du programme précité.

Art. 4. En application de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les précisions suivantes sont apportées aux conditions visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, du même arrêté :

1° le plan d'entreprise est relatif à la nouvelle unité de production aquacole du demandeur et porte sur le développement des activités de cette unité sur une période de minimum 3 années. Ce plan contient au minimum :

- a) une estimation des coûts, chiffres d'affaires et bénéfices de la nouvelle unité de production aquacole du demandeur, ventilés par types de produits commercialisés par le demandeur;
- b) un inventaire exhaustif des investissements réalisés depuis l'installation et ceux prévus jusqu'au terme du plan d'entreprise;

- c) une analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des obstacles de l'unité de production aquacole;
- d) les détails des mesures, y compris celles qui sont liées à la durabilité de l'environnement et à l'utilisation efficace des ressources, nécessaires au développement des activités de l'exploitation aquacole, comme les investissements, la formation, le conseil.

2° l'étude de faisabilité comportant une évaluation environnementale des opérations est réputée satisfaite par l'octroi du permis d'environnement ou permis unique;

3° le rapport de commercialisation indépendant, démontrant qu'il existe sur le marché des perspectives bonnes et durables pour le produit, et portant sur la principale espèce élevée par le demandeur ou sur une espèce appartenant à la même famille, et est réalisé eu égard au contexte économique prévalant dans un ou plusieurs états membres de l'Union européenne.

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les critères de sélection des demandes d'aides sont fixés en annexe 2.

Lorsque plusieurs critères sont fixés pour une aide de même nature, la cote minimale de sélection est atteinte tant pour la somme des cotes aux différents critères que pour chaque critère pour lequel une cote minimale de sélection est fixée.

§ 2. L'octroi de l'aide publique aux demandes sélectionnées en vertu du paragraphe 1^{er} suit un ordre chronologique basé sur la date de la notification de la recevabilité de la demande conformément à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019.

CHAPITRE III. — Aides à l'installation par reprise ou par création

Art. 6. En application de l'article 26, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, le demandeur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif est considéré exercer un contrôle effectif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° sa signature est nécessaire ou suffisante pour la gestion de l'exploitation;
- 2° sa participation n'est pas limitée dans le temps;
- 3° sa participation aux risques et bénéfices est proportionnelle à sa participation dans l'entité;
- 4° il est aquaculteur à titre principal;
- 5° il est gérant de la personne morale, le cas échéant;
- 6° il signe une convention dans laquelle il s'engage à être un des chefs d'exploitation.

Art. 7. En application de l'article 26, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, le demandeur dispose d'une qualification suffisante s'il est titulaire soit :

1° d'un master en bio-ingénieur, un master de l'ingénieur industriel en agronomie, un bachelier en sciences agronomiques, un bachelier en agronomie, un diplôme vétérinaire ou un diplôme équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne;

2° d'un bachelier ou un master dans une orientation agronomique ou biologique, ou un diplôme équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne;

3° d'un certificat homologué ou délivré par un jury d'Etat de l'enseignement secondaire supérieur, en abrégé CESS, ainsi que le certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire, en abrégé CQ6 d'une orientation agricole (aquaculture incluse) ou les certificats équivalents reconnus par un Etat membre de l'Union européenne;

4° d'un CESS obtenu à l'issue des techniques de transition en sciences agronomiques ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne;

5° d'un CESS ou CQ6 d'une orientation agricole (aquaculture incluse) ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole (aquaculture incluse) délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures, complété soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à titre principal comme aidant ou conjoint-aidant, soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à temps plein comme salarié d'une ou plusieurs exploitations aquacoles;

6° d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou universitaire d'une orientation non agronomique ou le diplôme équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures, complété soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à titre principal comme aidant ou conjoint-aidant, soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à temps plein comme salarié d'une ou plusieurs exploitations aquacoles;

7° d'un CESS hors orientation agricole ou horticole ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures complété soit par une expérience pratique équivalente à au moins deux ans à titre principal comme aidant, conjoint-aidant, soit par une expérience pratique équivalente d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole;

8° d'un brevet de technicien supérieur agricole en aquaculture.

A défaut d'une qualification visée à l'alinéa 1^{er}, le demandeur a une qualification suffisante s'il :

1° dispose d'une expérience pratique équivalente à au moins cinq ans, soit à titre principal comme aidant ou conjoint-aidant, soit à temps plein comme salarié d'une ou plusieurs exploitations aquacoles et;

2° est titulaire d'un des certificats suivants :

- a) un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B;
- b) un certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande;
- c) un certificat de formations complémentaires professionnelles agricoles délivrées au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures.

Art. 8. En application de l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, le seuil de viabilité est atteint lorsque le revenu par 1.800 heures de travail au terme du plan d'entreprise est au moins égal à quinze mille euros.

CHAPITRE 4. — Aides à l'investissement en aquaculture

Art. 9. En application de l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, la liste des espèces pour lesquelles une demande d'aide est recevable est fixée en annexe 3 du présent arrêté.

Art. 10. En application de l'article 38, § 3, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, le délai maximal de réponse au demandeur est fixé à soixante jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Administration a notifié au demandeur la recevabilité de sa demande.

Art. 11. En application de l'article 38, § 3, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les dépenses admissibles portent sur l'acquisition et l'installation d'équipements ou d'infrastructures installés sur le site d'exploitation du bénéficiaire, en vue d'effaroucher une ou plusieurs des espèces visées à l'article 9, ou de protéger les installations de l'exploitation ou la production contre les dégâts que pourraient occasionner ces espèces, ou d'inventorier ou de surveiller ou d'alerter à distance des visites de ces espèces dans le périmètre de l'exploitation.

Les coûts horaires du bénéficiaire ou ceux du personnel de son exploitation sont admissibles si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

1° l'inclusion de tels frais est prévue dans la demande d'aide qui a été introduite par le bénéficiaire, chiffrée en nombre d'heures de travail et de coût horaire, détaillée sur la nature des travaux concernés et justifiée par les compétences adéquates des personnes qui participeront à ces travaux;

2° le coût horaire du personnel salarié participant aux travaux est calculé et démontré sur base de l'ensemble des charges salariales payées par le bénéficiaire pour ce personnel;

3° le coût horaire du bénéficiaire participant à ces travaux en tant que personne physique ne dépasse pas 25 euros hors taxes par heure pour des travaux d'électricité et 20 euros hors taxes par heure pour tous les travaux d'une autre nature;

4° le bénéficiaire démontre que le total des coûts calculés suivant les dispositions fixées aux 2° et 3° sont moindres que ceux qui auraient été induits par des prestataires ou entrepreneurs externes à l'exploitation;

5° les heures de travail prises en compte portent uniquement sur les travaux d'installation des équipements et des infrastructures pour lesquels un avis favorable a été émis conformément à l'article 38, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, et sont attestées par une déclaration sur l'honneur signée par chacune des personnes prises en compte dans les dépenses de main d'œuvre déclarées.

CHAPITRE V. — Contrôles et sanctions

Art. 12. En application de l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, la grille de sanctions est fixée en annexe 4.

Namur, le 25 avril 2019.

R. COLLIN

Annexe 1^{re}. Aides

Article 1^{er}. Dans le respect des modalités fixées à l'article 2, le montant minimum des investissements admissibles, le montant maximal de l'aide par bénéficiaire, le taux de l'aide publique totale, les taux de participation des aides régionale et européenne, et le nombre maximum de demandes recevables sont fixés comme suit pour les différentes aides visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 :

Objectifs visés par les investissements	Montant minimum des investissements admissibles (€)	Montant maximal de l'aide par bénéficiaire (€)	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)	Taux de participation de l'aide régionale (% de l'aide publique totale)	Taux de participation de l'aide européenne (% de l'aide publique totale)	Nombre maximum de demandes recevables
Article 21 (Aides à l'installation)	20.000	70.000	50	25	75	1
Article 35 (Aides à l'investissement) à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3.	10.000	400.000	40	40	60	2
Article 35, pour les investissements visés à l'article 38, § 3 (protection des exploitations contre les prédateurs sauvages)	1.000	15.000	50	40	60	2
Article 39 (Aides à l'investissement dans la transformation)	10.000	100.000	40	40	60	2

Art. 2. § 1^{er}. Pour les aides à l'investissement et les aides à l'investissement dans la transformation, visées aux chapitres 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3, du même arrêté, le taux de l'aide publique totale fixé à l'article 1^{er} constitue un taux maximum. Le taux de l'aide publique totale est déterminé individuellement pour chaque demande sur base des critères fixés aux paragraphes 2 et 3, examinés vis-à-vis de l'unité de production aquacole ou de transformation concernée par la demande, qui donne droit à des pourcentages d'aide cumulables, dans le respect du taux maximum d'aide publique totale fixé à l'article 1^{er}.

§ 2. Pour l'aide visée à l'article 35, à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les critères suivants, cumulables, s'appliquent :

Critères	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)
Taux de base (pour toute demande)	30
La demande d'aide concerne un entrepreneur entrant dans le secteur aquacole	10
Le bénéficiaire prévoit la création d' emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi avant l'investissement	10
La demande d'aide concerne une unité de production pratiquant l'élevage d'au moins une espèce pouvant participer durablement à la diversification des produits aquacoles, telles que fixées à l'article 3 de la présente annexe	10
La demande d'aide concerne une unité de production engagée, au moins pour une partie de sa production, dans un processus de certification conforme au règlement n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires	10
La demande d'aide concerne une unité de production engagée, au moins pour une partie de sa production, dans un processus de certification conforme au règlement n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles	10
La demande d'aide concerne des investissements répondants à l'objectif visé par l'article 48, paragraphe 1 ^{er} , i) ou j) du règlement n° 508/2014	10
La demande d'aide concerne des investissements utiles à la transformation et commercialisation sur le site de l'unité de production aquacole concernée	10

§ 3. Pour l'aide visée à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les critères suivants, cumulables, s'appliquent :

Critères	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)
Taux de base (pour toute demande)	25
La demande d'aide concerne une unité de transformation créée au cours des 2 dernières années précédant la demande d'aide	10
Le bénéficiaire prévoit la création d' emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi avant l'investissement	10
Les investissements concernés par la demande d'aide sont dédiés au moins en partie à la transformation de produits certifiés conformes règlements n° n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ou n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles	10
Les investissements concernés par la demande d'aide sont dédiés au moins en partie à la transformation de produits aquacoles qui ont été élevés au moins durant deux tiers de leur vie dans des bassins situés dans un rayon de 150km autour de l'unité de transformation qui bénéficie de l'aide	15

Art. 3. Tenant compte notamment de leurs perspectives commerciales ainsi que des risques moindres sur l'environnement qu'induit leur élevage, les espèces pouvant participer durablement à la diversification des produits aquacoles sur le territoire de la Région wallonne sont les suivantes :

- 1° Ombre commun (*Thymallus thymallus*);
- 2° Lotte de rivière (*Lotta lotta*);
- 3° Sandre (*Sander lucioperca*);
- 4° Perche fluviale (*Perca fluviatilis*);
- 5° Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*);
- 6° toutes les espèces appartenant à l'ordre des décapodes;
- 7° toutes les espèces de la famille des *Acipenseridae*.

Sur avis favorable de l'administration, d'autres espèces que celles visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être admises.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Namur, le 25 avril 2019.

R. COLLIN

Annexe 2. Critères de sélection

Les critères et cotes minimales de sélection des demandes sont fixés comme suit en fonction de l'aide concernée :

1° Pour les aides visées par l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 :

<u>Nature du critère :</u>	<u>Cote maximale (poids du critère)</u>	<u>Cote minimale de sélection</u>
Pertinence du plan d'entreprise (y compris vis-à-vis du plan stratégique de l'aquaculture en Wallonie) :	10	7

2° Pour les aides visées par l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 :

<u>Nature du critère :</u>	<u>Cote maximale (poids du critère)</u>	<u>Cote minimale de sélection</u>
Pertinence de l'investissement par rapport au plan stratégique de l'aquaculture en Wallonie	10	7

3° Pour les aides visées par l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 :

<u>Nature du critère :</u>	<u>Cote maximale (poids du critère)</u>	<u>Cote minimale de sélection</u>
Pertinence de l'investissement par rapport aux objectifs poursuivis par l'article 69 du règlement n° 508/2014	5	3
Mise en valeur des productions aquacoles locales et des circuits courts entre producteurs et consommateurs	5	-
Mise en valeur des productions aquacoles durables	5	-
Somme des cotes obtenues aux trois critères ci-dessus	15	9

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Namur, le 25 avril 2019.

R. COLLIN

Annexe 3. Liste des espèces protégées pour lesquelles des aides en moyens de protection sont admissibles

La liste des espèces pouvant faire l'objet d'une aide au titre de l'article 38, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 est fixée comme suit :

Balbuzard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>
Castor européen.....	<i>Castor fiber</i>
Grand cormoran.....	<i>Phalacrocorax carbo</i>
Grande aigrette.....	<i>Ardea alba</i>
Héron cendré.....	<i>Ardea cinerea</i>
Loutre commune.....	<i>Lutra lutra</i>
Martin Pêcheur	<i>Alcedo atthis</i>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Namur, le 25 avril 2019.

R. COLLIN

Annexe 4. GRILLE DE SANCTIONS

Les sanctions applicables en fonction des constats sont fixées comme suit :

Constats	Sanctions
Divergence(s) entre certaines données liées aux dépenses, au bénéficiaire ou aux actions, entre celles constatées sur place et celles enregistrées dans les systèmes de l'administration. Le caractère intentionnel de ces divergences n'est pas avéré et celles-ci n'induisent aucun constat autre plus grave.	Pas de sanction mais demande de corrections des données à l'entité appropriée (bénéficiaire ou administration)
Absence de tenue d'une comptabilité séparée ou de codification comptable ad hoc	Lettre de mise en demeure avec un délai de trente jours ouvrables pour se mettre en ordre (si possible pour toutes les dépenses depuis le démarrage de l'action, sinon au moins pour les dépenses de l'année comptable en cours et les futures). Une fois ce délai passé, et en cas de non-conformité, application d'une pénalité de cinq pour cent sur toutes les aides octroyées au bénéficiaire dans le cadre de la ou des opérations concernées.
Non-éligibilité d'une dépense présentée par le bénéficiaire	Retrait de dépense concernée des dépenses éligibles et le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs.
Non-respect des dispositions applicables en matière de mise en concurrence et démonstration du coût raisonnable des investissements bénéficiant d'un soutien public.	Retrait des dépenses liées au constat des dépenses éligibles et, le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs.
La vente, la mise en location ou la mise à disposition gratuite, sans autorisation préalable accordée par l'administration, ayant pour but ou pour effet de détourner l'investissement de l'objectif fixé dans la demande d'aide	Retrait des dépenses liées au constat des dépenses éligibles et, le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs pour la totalité de l'aide liée aux investissements concernée par ce constat.
Le bénéficiaire ne remplit pas ses engagement quant aux données qu'il doit transmettre à l'administration, ce compris le cas échéant les relevés annuels des indicateurs de résultats prévus dans son plan d'entreprise ou le rapport final de suivi de ce plan, ou les données de sa comptabilité de gestion	Lettre de mise en demeure avec un délai de quinze jours ouvrables pour se mettre en ordre. Une fois ce délai passé et en cas de non-conformité, recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre de la demande concernée par cet engagement.
Le bénéficiaire n'a pas conservé jusqu'au 31 décembre 2032 les pièces justificatives des dépenses faisant l'objet d'une aide	Mise en demeure avec un délai de quinze jours ouvrables pour se mettre en ordre. Une fois ce délai passé et en cas de non-conformité, recouvrement des aides déjà liquidées au bénéficiaire et portant sur les pièces manquantes.
Le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'admissibilité établies à l'article 10 du règlement n° 508/2014	Recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre de la demande concernée. Si la fraude constatée porte sur l'article 10, paragraphe 3, du règlement n° 508/2014, le recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, durant trois années à compter de la date du constat, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la Pêche.
Le bénéficiaire n'autorise pas l'accès au site d'exploitation concernée par la demande afin d'y réaliser les contrôles sur place par l'administration ou toute personne valablement mandatée par cette dernière	Recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre de la demande concernée. Ce recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, durant trois années à compter de la date du constat, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la Pêche.
Fausse déclaration (caractère intentionnel) relative : au double subventionnement, à la présentation de justificatifs, à la réalisation des investissements ou à l'affectation du personnel.	Arrêt du financement du projet concerné et demande de recouvrement des paiements déjà exécutés dans le cadre du dossier d'aide concerné. Ce recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, durant trois années à compter de la date du constat, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la Pêche.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Namur, le 25 avril 2019.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/13752]

25. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für Erzeugnisse der Fischerei und der Aquakultur, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates und des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 508/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2015 über den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2328/2003, (EG) Nr. 861/2006, (EG) Nr. 1198/2006 und (EG) Nr. 791/2007 des Rates und der Verordnung (EU) Nr. 1255/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.4 und D.241bis D.247;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, Artikel 1 Ziffer 9, 3 § 1 Absätze 1 und 2, 15 Absatz 2, 26 Absatz 3, 28 Absatz 2, 38 § 3 Absatz 1 und 2 sowie 45 § 2 Absatz 1;

Aufgrund der Zustimmung des Begleitausschusses vom 23. März 2016;

Aufgrund der am 25. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 19. Februar 2019, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 18. März 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass nach Ablauf der vorgesehenen Frist keine Stellungnahme abgegeben worden ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei (2014-2020), das von der Wallonischen Regierung am 13. Juli 2017 im Hinblick auf die auf wallonischem Gebiet durchzuführenden Maßnahmen validiert wurde;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die intensiven Fischzuchten;

In Erwägung des Leitfadens über die Förderfähigkeit der Ausgaben und der Kriterien für die Auswahl der Maßnahmen im Rahmen des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei (2014-2020), am 13. Juli 2017 bzw. am 28. Januar 2016 von der Regierung für gültig erklärt,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen.

KAPITEL II — *Allgemeines*

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 erfüllen die förderfähigen Ausgaben die folgenden Bedingungen:

1° die Ausgaben sind begrenzt auf:

- a) Errichtung, Erwerb einschließlich Leasing oder Modernisierung von unbeweglichem Vermögen;
- b) Kauf oder Leasingkauf neuer Maschinen und Anlagen, einschließlich Computersoftware, bis zum marktüblichen Wert des Wirtschaftsguts; andere Kosten im Zusammenhang mit dem Leasingvertrag, wie die Gewinnspanne des Leasinggebers, Zinskosten der Refinanzierung, Gemeinkosten oder Versicherungskosten, sind keine förderfähigen Ausgaben;
- c) in Höhe von höchstens zwölf Prozent der unter den Buchstaben a und b genannten förderfähigen Investitionskosten allgemeine Aufwendungen in Zusammenhang mit diesen Investitionen, z. B. für Architekten- und Ingenieurleistungen, Beratung, sowie für Beratung zu ökologischer Nachhaltigkeit und wirtschaftlicher Tragfähigkeit, einschließlich Durchführbarkeitsstudien. Durchführbarkeitsstudien zählen selbst dann weiter zu den förderfähigen Ausgaben, wenn aufgrund ihrer Ergebnisse keine Ausgaben gemäß den Buchstaben a und b getätigt werden;

- d) Ausgaben in Verbindung mit Technologietransfer, in der Form eines Patenterwerbs oder -antrags oder der Aufrechterhaltung eines Patents, oder von Lizenzen zur Benutzung eines Patents oder von patentierten technischen Kenntnissen oder auch nicht patentierten technischen Kenntnissen, deren Wert durch einen Betriebsrevisor bescheinigt wird, sofern die betreffenden Investitionen zu den Marktbedingungen bei Drittpersonen getätigt werden, ausschließlich in der vom Beihilfeantrag betroffenen Aquakulturanlagen oder Verarbeitungseinheiten betrieben werden und gegebenenfalls vertragliche Garantien aufweisen, deren Dauer der Abschreibungsdauer der betroffenen Investition entspricht;
- e) die Kosten für die Erstellung eines Geschäftsplans gemäß Artikel 46 Absatz 2 der Verordnung Nr. 508/2014 oder Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 bis zu einem Höchstbetrag von 1.500 EUR;
- f) die Honorare und Vergütungen der Buchhalter, die vom Begünstigten mit der Buchführung im Sinne von Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 beauftragt werden, bis zu einem Höchstbetrag von 500 EUR pro Jahr;
- 2° die Ausgaben betreffen nicht die Kapazität für gekühltes Lagergut, einschließlich gefrorenem Lagergut, das nicht Teil der Einrichtungen ist, die der Verarbeitung oder Vermarktung dienen;
- 3° die Ausgaben beziehen sich nicht auf eine Investition, die für den Einzelhandel oder den Vertrieb von Nutzen ist, es sei denn, diese Tätigkeiten werden auf dem Betriebsgelände der Aquakulturanlage ausgeübt, für die die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe gewährt wird;
- 4° die Ausgaben betreffen nicht einen der folgenden Bereiche:
- a) die Sollzinsen;
 - b) die Marke, die Bestände, den Firmenwert, die Kundschaft, das Firmenzeichen, die Abstandszahlung, die Übernahme eines Mietvertrags, den Erwerb von Anteilen;
 - c) Gebrauchtmaterial oder -mobiliar;
 - d) überholte Ausrüstungen;
 - e) für Ausstellungen und Vorfürhungen benutzte Ausrüstungen oder Mobiliar ;
 - f) die Transportfahrzeuge mit einer Nutzlast gleich oder unter 3,5 Tonnen und die Personentransportfahrzeuge;
 - g) Luftfahrzeuge;
 - h) die Grundstücke und Gebäude, die von einem Verwalter, einem Aktionär oder einer juristischen Person, die zur selben Gruppe wie das Unternehmen gehört, erworben werden;
 - i) die Miete von Grundstücken, Gebäuden und Material;
 - j) die mit Pfand belegten Verpackungen;
 - k) Ersatzteile;
 - l) die Hausmeisterwohnungen;
 - m) die Mustervillen und -wohnungen samt Mobiliar;
 - n) die für die Vermietung bestimmten Ausrüstungen, beweglichen und unbeweglichen Güter;
 - o) die als Ersatz dienenden Ausrüstungen, beweglichen und unbeweglichen Güter;
 - p) die Infrastruktur im Zusammenhang mit Tätigkeiten des in Artikel 2, Punkt 45 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags definierten Verkehrssektors;
 - q) den Erwerb von bebauten oder unbebauten Grundstücken für einen Betrag von mehr als zehn Prozent der Gesamtausgaben;
 - r) Computerhardware oder Material für Mobiltelefonie mit einem jeweiligen Einzelwert von weniger als 1.000 EUR;
 - s) Immobilien, die vom Betrieb innerhalb sechs Monaten nach deren Anschaffung oder Fertigstellung nicht zu gewerblichen Zwecken benutzt werden;
- 5° die Angemessenheit der Kosten wird durch einen Aufruf zum Wettbewerb von mindestens drei Lieferanten oder Auftragnehmern gewährleistet, die vor jeder Ausgabe konsultiert werden. Dieser Aufruf zum Wettbewerb wird durch eine Kopie der drei Preisanfragen und Preisangebote, die bei dem Begünstigten eingegangen sind, nachgewiesen.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absätze 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 wird in Anhang 1 folgendes bestimmt:

- 1° der Mindestbetrag der förderfähigen Investitionen, unterhalb dessen ein Beihilfeantrag nicht zulässig ist;
- 2° der Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigten für den Zeitraum des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei;
- 3° den Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe;
- 4° die Anteile der Beteiligung regionaler und europäischer Beihilfen an den gesamten öffentlichen Beihilfen;
- 5° die Höchstzahl zulässiger Anträge für den Zeitraum des vorerwähnten Programms.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 werden die in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses genannten Bedingungen wie folgt präzisiert:

- 1° Der Geschäftsplan bezieht sich auf die neue Aquakulturanlage des Antragstellers und erstreckt sich auf die Entwicklung der Tätigkeiten dieser Anlage über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren. Dieser Plan enthält mindestens Folgendes:
 - a) eine Schätzung der Kosten, Umsätze und Gewinne der neuen Aquakulturanlage des Antragstellers, aufgeschlüsselt nach Produktarten, die der Antragsteller vermarktet;
 - b) eine umfassende Bestandsaufnahme der seit der Niederlassung getätigten Investitionen und der bis zum Ende des Geschäftsplans geplanten Investitionen;

- c) eine Analyse der Stärken, Schwächen, Chancen und Einschränkungen der Aquakulturanlage;
- d) die Beschreibung der Maßnahmen, einschließlich der mit Umweltverträglichkeit und effizienter Nutzung der Ressourcen verbundenen Maßnahmen, die zur Entwicklung der Aktivitäten des Aquakulturbetriebs erforderlich sind, wie Investitionen, Ausbildung und Beratung.

2° Die Machbarkeitsstudie, die eine Umweltbewertung der Tätigkeiten umfasst, gilt durch die Erteilung der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung als erfüllt;

3° den unabhängigen Vermarktungsbericht, der nachweist, dass auf dem Markt für das Produkt gute und nachhaltige Perspektiven bestehen und sich auf die wichtigste vom Antragsteller gezüchtete Art oder auf eine Art derselben Familie bezieht, und der unter Berücksichtigung des wirtschaftlichen Umfelds in einem oder mehreren Mitgliedstaaten der Europäischen Union erstellt wird.

Art. 5 - § 1. In Anwendung von Artikel 15 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 sind die Kriterien für die Auswahl der Beihilfeanträge in Anhang 2 festgelegt.

Werden mehrere Kriterien für gleichartige Beihilfen festgelegt, wird die Mindestpunktzahl für die Auswahl sowohl für die Summe der Punkte der verschiedenen Kriterien als auch für jedes Kriterium, für das eine Mindestpunktzahl für die Auswahl festgelegt ist, erreicht.

§ 2. Die Gewährung einer öffentlichen Beihilfe für nach Paragraph 1 ausgewählte Anträge erfolgt in chronologischer Reihenfolge nach dem Datum der Mitteilung über die Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019.

KAPITEL III — Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung In Anwendung von Artikel 26 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 gilt, dass ein Antragsteller, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, eine tatsächliche Kontrolle ausübt, wenn er folgende Bedingungen kumulativ erfüllt:

- 1° seine Unterschrift ist für die Führung des Betriebs erforderlich oder ausreichend;
- 2° seine Beteiligung ist zeitlich nicht begrenzt;
- 3° seine Beteiligung an Risiken und Gewinnen steht im Verhältnis zu seinem Anteil am Unternehmen;
- 4° er ist hauptberuflicher Aquakulturbetreiber;
- 5° er ist ggf. Geschäftsführer der juristischen Person;
- 6° er unterzeichnet eine Vereinbarung, in der er sich verpflichtet, einer der Betriebsleiter zu sein.

Art. 6 - In Anwendung von Artikel 26 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 verfügt der Antragsteller über eine ausreichende Qualifikation, wenn er Inhaber eines der folgenden Diplome oder Zeugnisse ist:

1° Master als Bioingenieur, Master als Industrieingenieur in Agronomie, Bachelor in Agrarwissenschaften, Bachelor in Agronomie, ein tierärztliches Diplom oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;

2° Bachelor oder Master in einer agrarwissenschaftlichen oder biologischen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;

3° ein durch den Zentralprüfungsausschuss anerkanntes oder ausgestelltes Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) sowie das Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des Sekundarunterrichts (QZ6) in einer landwirtschaftlichen Fachrichtung (einschließlich Aquakultur), oder gleichwertige Zeugnisse, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt werden;

4° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) im Bereich der technischen agrarwissenschaftlichen Übergangsausbildung oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;

5° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) oder ein Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des Sekundarunterrichts (QZ6) in einer landwirtschaftlichen Fachrichtung (einschließlich Aquakultur), oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft (einschließlich Aquakultur), ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als Lohnempfänger in einer oder mehreren Aquakulturanlagen von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;

6° ein Diplom des Hochschul- oder Universitätsunterrichts in einer nicht agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als Lohnempfänger in einer oder mehreren Aquakulturanlagen von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;

7° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U) in einer nicht landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;

8° ein Brevet als höherer Agrartechniker im Bereich Aquakultur.

Falls der Antragsteller nicht über die in Absatz 1 genannte Qualifikation verfügt, reicht seine Qualifikation aus, wenn er

1° eine praktische Erfahrung von mindestens fünf Jahren hat, entweder hauptberuflich als Hilfskraft oder mithelfender Ehepartner, oder vollzeitig als Lohnempfänger in einer oder mehreren Aquakulturanlagen, und

2° über eines der folgenden Zeugnisse verfügt:

a) das Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

b) die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

c) ein nach Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes Zeugnis der zusätzlichen Berufsausbildung in der Fachrichtung Landwirtschaft.

Art. 7 - In Anwendung von Artikel 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 ist die Wirtschaftlichkeitsgrenze erreicht, wenn das Einkommen pro 1.800 Arbeitsstunden am Ende des Geschäftsplans mindestens fünfzehntausend Euro beträgt.

KAPITEL IV — *Investitionsbeihilfen in der Aquakultur*

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 38 § 3 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 wird die Liste der Arten, für die ein Beihilfeantrag zulässig ist, in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 38 § 3 Absatz 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 beträgt die Höchstfrist für die Rückmeldung beim Antragsteller sechzig Arbeitstage ab dem Tag, an dem die Verwaltung den Antragsteller über die Zulässigkeit seines Antrags informiert hat.

Art. 10 - In Anwendung von Artikel 38 § 3 Absatz 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 beziehen sich die beihilfefähigen Ausgaben sich auf den Erwerb und die Installation von Ausrüstungen oder Infrastrukturen, die am Betriebsstandort des Begünstigten installiert sind, um eine oder mehrere der in Artikel 9 genannten Arten zu erschrecken, oder um die Anlagen des Betriebs oder der Produktion vor Schäden durch diese Arten zu schützen, oder um die Besuche dieser Arten innerhalb des Perimeters des Betriebsgeländes zu erfassen, zu überwachen oder von außen anzuzeigen.

Die Kosten pro Stunde des Begünstigten oder seines Betriebspersonals sind beihilfefähig, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Einbeziehung dieser Kosten ist in dem vom Begünstigten eingereichten Beihilfeantrag vorgesehen, beziffert nach der Anzahl der Arbeitsstunden und dem Stundentarif, detailliert über die Art der betreffenden Arbeiten und gerechtfertigt durch die entsprechenden Fähigkeiten der Personen, die an den Arbeiten teilnehmen werden;

2° der Stundentarif für das an der Arbeit beteiligte angestellte Personal wird auf der Grundlage aller Lohnkosten, die der Begünstigte für dieses Personal gezahlt hat, berechnet und nachgewiesen;

3° der Stundentarif für den Begünstigten, der als natürliche Person an der Arbeit teilnimmt, darf 25 EUR ohne Steuern pro Stunde für Elektrizitätsarbeiten und 20 EUR ohne Steuern pro Stunde für alle anderen Arbeiten nicht überschreiten;

4° der Begünstigte weist nach, dass die nach den Bestimmungen der Ziffern 2 und 3 berechneten Gesamtkosten geringer sind als die, die bei Dienstleistern oder Auftragnehmern außerhalb des Betriebs entstanden wären;

5° die berücksichtigten Arbeitsstunden beziehen sich ausschließlich auf die Installation von Ausrüstungen und Infrastrukturen, für die eine positive Stellungnahme gemäß Artikel 38 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 abgegeben wurde. Sie werden durch eine von jeder der Personen, die bei den angegebenen Arbeitsausgaben berücksichtigt werden, unterzeichnete Ehrenerklärung bestätigt.

KAPITEL V — *Kontroll- und Strafmaßnahmen*

Art. 11 - In Anwendung von Artikel 45 § 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 wird die Tabelle der Sanktionen in Anhang 4 festgelegt.

Namur, den 25. April 2019

R. COLLIN

Anhang 1 - Beihilfen

Artikel 1 - In Übereinstimmung mit den in Artikel 2 genannten Modalitäten werden der Mindestbetrag der beihilfefähigen Investitionen, der Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigter, der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, die Anteile der Beteiligung regionaler und europäischer Beihilfen und die Höchstzahl der zulässigen Anträge für die verschiedenen Beihilfen gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 wie folgt festgelegt:

Ziele der Investitionen	Mindestbetrag der beihilfefähigen Investitionen (€)	Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigten (€)	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)	Anteil der Beteiligung regionaler Beihilfen (% der gesamten öffentlichen Beihilfe)	Anteil der Beteiligung europäischer Beihilfen (% der gesamten öffentlichen Beihilfe)	Höchstzahl der zulässigen Anträge
Artikel 21 (Niederlassungsbeihilfen)	20.000	70.000	50	25	75	1
Artikel 35 (Investitionsbeihilfen) mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 erwähnten Investitionen	10.000	400.000	40	40	60	2
Artikel 35, für die in Artikel 38 § 3 erwähnten Investitionen (Schutz der Anlagen vor wilden Raubtieren)	1.000	15.000	50	40	60	2
Artikel 39 (Investitionsbeihilfen für die Verarbeitung)	10.000	100.000	40	40	60	2

Art. 2 - § 1. Für die in den Kapiteln 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 erwähnten Investitionsbeihilfen und Investitionsbeihilfen für die Verarbeitung, mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 desselben Erlasses erwähnten Investitionen, stellt der in Artikel 1 festgelegte Satz der gesamten öffentlichen Beihilfen einen Höchstsatz dar. Der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfen wird für jeden Antrag individuell nach den in den Paragraphen 2 und 3 festgelegten Kriterien festgelegt, die in Bezug auf die von dem Antrag betroffene Aquakulturanlage oder Verarbeitungseinheit geprüft werden, die Anspruch auf kumulative Prozentsätze der Beihilfe hat, wobei der Höchstsatz der öffentlichen Beihilfen gemäß Artikel 1 eingehalten wird.

§ 2. Für die in Artikel 35 genannte Beihilfe, mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 genannten Investitionen, gelangen folgende kumulative Kriterien zur Anwendung:

Kriterien	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)
Basissatz (für jeden Antrag)	30
Der Beihilfeantrag betrifft einen Neueinsteiger im Aquakultursektor	10
Der Begünstigte geht davon aus, dass die Beschäftigungszahlen im Vergleich zu der Situation vor der Investition um mehr als 20 % steigen werden.	10
Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die mindestens eine Art züchtet, die einen nachhaltigen Beitrag zur Diversifizierung der Erzeugnisse der Aquakultur gemäß Artikel 3 des vorliegenden Anhangs leisten kann	10
Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die zumindest für einen Teil ihrer Produktion an einem Zertifizierungsverfahren gemäß der Verordnung Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel beteiligt ist	10
Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die zumindest für einen Teil ihrer Produktion an einem Zertifizierungsverfahren gemäß der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle beteiligt ist	10
Der Beihilfeantrag betrifft Investitionen, die dem in Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe i) oder j) der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Ziel entsprechen	10
Der Beihilfeantrag betrifft Investitionen zur Verarbeitung und Vermarktung auf dem Betriebsgelände der betreffenden Aquakulturanlage	10

§ 3. Für die in Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 genannten Investitionen, gelangen folgende kumulative Kriterien zur Anwendung:

Kriterien	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)
Basissatz (für jeden Antrag)	25
Der Beihilfeantrag betrifft eine Verarbeitungseinheit, die in den letzten 2 Jahren vor dem Beihilfeantrag geschaffen wurde.	10
Der Begünstigte geht davon aus, dass die Beschäftigungszahlen im Vergleich zu der Situation vor der Investition um mehr als 20 % steigen werden.	10
Die vom Beihilfeantrag betroffenen Investitionen sind zumindest teilweise für die Verarbeitung von gemäß der Verordnung Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel oder Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle zertifizierten Erzeugnissen bestimmt.	10
Die vom Beihilfeantrag betroffenen Investitionen sind zumindest teilweise für die Verarbeitung von Erzeugnissen der Aquakultur bestimmt, die seit mindestens zwei Dritteln ihres Lebens in Becken in einem Umkreis von 150 km um die Verarbeitungseinheit, die die Beihilfe erhält, gehalten werden.	15

Art. 3 - Unter besonderer Berücksichtigung ihrer wirtschaftlichen Perspektiven und der geringeren Umweltrisiken, die mit ihrer Zucht verbunden sind, sind die Arten, die auf nachhaltige Weise zur Diversifizierung der Aquakulturerzeugnisse auf dem Territorium der Wallonischen Region beitragen können, die folgenden:

- 1° Europäische Äsche (*Thymallus thymallus*);
- 2° Quappe (*Lotta lotta*);
- 3° Zander (*Sander lucioperca*);
- 4° Flussbarsch (*Perca fluviatilis*);
- 5° Atlantischer Lachs (*Salmo salar*);
- 6° Alle Arten, die zur Ordnung der Zehnfüßkrebse (*decapoda*) gehören;
- 7° Alle Arten der Familie der Störe (*Acipenseridae*).

Nach positiver Stellungnahme der Verwaltung können andere als die in Absatz 1 genannten Arten zugelassen werden.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden

Namur, den 25. April 2019.

R. COLLIN

Anhang 2 - Auswahlkriterien

Die Mindestkriterien und -punktzahlen für die Auswahl der Anträge lauten je nach Beihilfe wie folgt:

1. Für die in Artikel 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 angeführten Beihilfen:

Art des Kriteriums:	Höchstpunktzahl (Gewichtung des Kriteriums)	Mindestpunktzahl für die Auswahl
Relevanz des Geschäftsplans (auch im Hinblick auf den Strategieplan für die Aquakultur in der Wallonie):	10	7

2. Für die in Artikel 35 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 angeführten Beihilfen:

Art des Kriteriums:	Höchstpunktzahl (Gewichtung des Kriteriums)	Mindestpunktzahl für die Auswahl
Relevanz der Investition im Hinblick auf den Strategieplan für die Aquakultur in der Wallonie	10	7

3. Für die in Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 angeführten Beihilfen:

<u>Art des Kriteriums:</u>	<u>Höchstpunktzahl (Gewichtung des Kriteriums)</u>	<u>Mindestpunktzahl für die Auswahl</u>
Relevanz der Investition im Hinblick auf die Ziele von Artikel 69 der Verordnung Nr. 508/2014	5	3
Förderung der lokalen Aquakulturproduktion und der kurzen Vertriebswege von Erzeugern zu Verbrauchern	5	-
Förderung der nachhaltigen Aquakulturproduktion	5	-
Summe der Punkte für die drei vorangeführten Kriterien	15	9

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden

Namur, den 25. April 2019

R. COLLIN

Anhang 3 - Liste der geschützten Arten, für die Beihilfen für Schutzmaßnahmen zulässig sind

Die Liste der Arten, die gemäß Artikel 38 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 beihilfefähig sind, ist die folgende:

Fischadler.....	<i>Pandion haliaetus</i>
Europäischer Biber.....	<i>Castor fiber</i>
Kormoran.....	<i>Phalacrocorax carbo</i>
Silberreiher.....	<i>Ardea alba</i>
Graureiher.....	<i>Ardea cinerea</i>
Fischotter.....	<i>Lutra lutra</i>
Eisvogel.....	<i>Alcedo atthis</i>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden

Namur, den 25. April 2019

R. COLLIN

Anhang 4 - Tabelle der Sanktionen

Die auf der Grundlage der gemachten Feststellungen anwendbaren Sanktionen lauten wie folgt:

<u>Feststellungen</u>	<u>Sanktionen</u>
Diskrepanz(en) zwischen bestimmten Daten über Ausgaben, Begünstigte oder Maßnahmen, zwischen denen, die vor Ort festgestellt werden, und denen, die in den Systemen der Verwaltung erfasst werden Der vorsätzliche Charakter dieser Diskrepanzen ist nicht nachgewiesen und führt nicht zu einer anderen, schwerwiegenderen Feststellung.	Keine Sanktion, sondern Aufforderung zur Korrektur der Daten an die zuständige Stelle (Begünstigter oder Verwaltung).
Kein Buchführungssystem oder keine geeignete Buchhaltungsordnung	Aufforderungsschreiben mit einer Frist von 30 Arbeitstagen, um Abhilfe zu schaffen (möglichst für alle Ausgaben seit Beginn der Maßnahme, aber zumindest für die Ausgaben des laufenden und der künftigen Geschäftsjahre). Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung wird eine Strafe von fünf Prozent auf alle Beihilfen erhoben, die dem Begünstigten im Zusammenhang mit der/den betreffenden Maßnahme(n) gewährt werden.
Unzulässigkeit einer vom Begünstigten vorgelegten Ausgabe	Ausschluss der betreffenden Ausgabe aus den beihilfefähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner.
Nichteinhaltung der geltenden Bestimmungen über den Wettbewerbsaufruf und den Nachweis der angemessenen Kosten von Investitionen, die öffentliche Unterstützung erhalten	Ausschluss der Ausgaben im Zusammenhang mit der Festlegung der beihilfefähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner.

<u>Feststellungen</u>	<u>Sanktionen</u>
Der Verkauf, die Vermietung oder die kostenlose Bereitstellung, ohne vorherige Genehmigung der Verwaltung, mit dem Ziel oder der Wirkung, die Investition von dem im Beihilfeantrag festgelegten Ziel abzubringen.	Ausschluss der Ausgaben im Zusammenhang mit der Festlegung der beihilfefähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner für alle investitionsbezogenen Beihilfen, die von dieser Feststellung betroffen sind.
Der Begünstigte kommt seiner Verpflichtung in Bezug auf die der Verwaltung zu übermittelnden Daten nicht nach, einschließlich gegebenenfalls der in seinem Geschäftsplan vorgesehenen jährlichen Erhebungen von Ergebnisindikatoren oder des Schlussberichts über die Nachprüfung dieses Plans oder der Daten seiner Betriebsbuchhaltung.	Aufforderungsschreiben mit einer Frist von 15 Arbeitstagen, um Abhilfe zu schaffen Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung, Rückforderung aller Beihilfen, die dem Begünstigten im Zusammenhang mit dem von dieser Verpflichtung betroffenen Antrag bereits gezahlt wurden.
Der Begünstigte hat die Belege für Ausgaben, die Gegenstand einer Beihilfe sind, nicht bis zum 31. Dezember 2032 aufbewahrt.	Aufforderungsschreiben mit einer Frist von 15 Arbeitstagen, um Abhilfe zu schaffen Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung, Rückforderung aller Beihilfen, die dem Begünstigten im Zusammenhang mit den fehlenden Schriftstücken bereits gezahlt wurden.
Der Begünstigte erfüllt nicht mehr die in Artikel 10 der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Bedingungen.	Rückforderung aller Beihilfen, die dem Begünstigten für den betreffenden Antrag bereits gezahlt wurden. Betrifft der festgestellte Betrug Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung Nr. 508/2014, so geht die Rückforderung mit der Tatsache einher, dass der Begünstigte drei Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Feststellung für keine Beihilferegelung für den Wirtschaftssektor der Fischerei in Betracht kommt.
Der Begünstigte gestattet nicht den Zugang zu dem von dem Antrag betroffenen Betriebsgelände, um Kontrollen vor Ort durch die Verwaltung oder eine von ihr ordnungsgemäß ermächtigte Person durchzuführen.	Rückforderung aller Beihilfen, die dem Begünstigten für den betreffenden Antrag bereits gezahlt wurden. Diese Rückforderung geht mit der Tatsache einher, dass der Begünstigte drei Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Feststellung für keine Beihilferegelung für den Wirtschaftssektor der Fischerei in Betracht kommt.
Falsche Erklärung (vorsätzlich) in Bezug auf: doppelte Bezuschussung, Vorlage von Belegen, Investitionen oder Personalzuweisung.	Einstellung der Finanzierung des betreffenden Projekts und Antrag auf Rückforderung der bereits im Rahmen der betreffenden Beihilfeakte geleisteten Zahlungen. Diese Rückforderung geht mit der Tatsache einher, dass der Begünstigte drei Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Feststellung für keine Beihilferegelung für den Wirtschaftssektor der Fischerei in Betracht kommt.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 25. April 2019

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/13752]

25 APRIL 2019. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten

De Minister van Landbouw,

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke marktordening voor visserijproducten en aquacultuurproducten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 508/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 2328/2003, (EG) nr. 861/2006, (EG) nr. 1198/2006 en (EG) nr. 791/2007 van de Raad en Verordening (EU) nr. 1255/2011 van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, en D.241 tot D.247;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten, artikelen 1, 9°, 3, § 1, leden 1 en 2, 15, lid 2, 26, lid 3, 28, lid 2, 38, § 3, leden 1 en 2, en 45, § 2, lid 1;

Gelet op de goedkeuring van het opvolgingscomité van 23 maart 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2019;

Gelet op het rapport van 19 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 maart 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Waalse programma voor de commerciële visserijsector (2014-2020) dat op 13 december 2017 door de Waalse Regering is bekrachtigd voor wat betreft de op het Waalse grondgebied uit te voeren verrichtingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de intensieve visteelt;

Gelet op de gids van de subsidiabiliteit van de uitgaven en de criteria voor de selectie van de verrichtingen, in het kader van het Waalse programma voor de commerciële visserij 2014-2020, dat door de Waalse Regering respectievelijk op 13 juli 2017 en 28 januari 2016 bekrachtigd zijn,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 : het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 voldoen de subsidiabele uitgaven aan de volgende voorwaarden :

1° de uitgaven zijn beperkt :

- a) tot de bouw, de aankoop, inclusief door middel van leasing, of tot de renovatie van onroerende goederen;
- b) tot de koop of huurkoop van nieuwe materieel en uitrusting tegen de marktwaarde van de goederen, met inbegrip van software, met uitzondering van bijkomende kosten in verband met huurkoop-overeenkomsten, zoals de marge voor de verhuurder, de kosten voor de herfinanciering van interesten, de algemene kosten en verzekeringkosten;
- c) binnen de perken van twaalf procent van de onder a) en b) bedoelde in aanmerking komende investeringskosten, tot de algemene kosten in verband met dergelijke investeringen, namelijk en met name de honoraria van architecten en bezoldigingen van ingenieurs en adviseurs, de uitgaven in verband met adviesverlening inzake ecologische en economische duurzaamheid, met inbegrip van de kosten voor haalbaarheidsstudies. Haalbaarheidsstudies blijven in aanmerking komende uitgaven, zelfs wanneer, gezien de resultaten ervan, geen uitgave als bedoeld onder a) en b) vastgelegd wordt;
- d) tot uitgaven in verband met de overdracht van technologie in de vorm van verwerving, indiening of behoud van octrooien, exploitatievergunningen of geotrooideerde technische kennis of niet-geotrooideerde technische kennis waarvan de waarde door een bedrijfsrevisor wordt gecertificeerd, op voorwaarde dat de betrokken investeringen tegen marktvoorwaarden bij een derde aan het bedrijf worden verworven, uitsluitend worden geëxploiteerd in de aquacultuurproductie-eenheid of de verwerkingseenheid waarop de steunaanvraag betrekking heeft, en indien ze, in voorkomend geval, contractueel worden gegarandeerd voor een periode die overeenstemt met de afschrijvingsperiode van de betrokken investering;
- e) tot de kosten voor het opstellen van een ondernemingsplan als bedoeld in artikel 46, § 2, van Verordening nr. 508/2014 of in artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, ten belope van een maximumbedrag van 1500 euro;
- f) tot de honoraria en bezoldigingen van boekhouders die door de begunstigde worden belast met het bijhouden van een boekhouding zoals bepaald in artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, ten belope van een jaarlijks maximumbedrag van 500 euro;

2° de uitgaven zijn niet gericht op de gekoelde opslagcapaciteit, inclusief de bevroren opslagcapaciteit, die geen deel uitmaakt van de vestigingen bestemd voor verwerking of afzet;

3° de uitgaven hebben geen betrekking op een investering die nuttig is voor de sector van de detailhandel of van de distributie, tenzij deze activiteiten worden uitgevoerd op de site van de aquacultuurproductie waarvoor de steun krachtens voornoemd besluit toegekend wordt;

4° de uitgaven hebben geen betrekking op wat volgt :

- a) debetinteresten;
- b) het merk, de voorraad, de goodwill, het klantenbestand, de merknaam, het sleutelgeld, de overname van de huurovereenkomst, de verwerving van participaties;
- c) het tweedehands materieel of meubilair;
- d) het gerenoveerd materieel;
- e) het tentoonstellings- en demonstratiematerieel of meubilair;

- f) het transportmaterieel met een laadvermogen gelijk aan of kleiner dan 3,5 ton en het materieel voor personenvervoer;
- g) luchtvaartuigen;
- h) de terreinen en gebouwen die de onderneming heeft verworven van een van haar bestuurders, aandeelhouders of een rechtspersoon die tot dezelfde groep behoort als de onderneming;
- i) het huren van grond, gebouwen en materieel;
- j) de verpakkingen met statiegeld;
- k) wisselstukken;
- l) conciërgewoningen;
- m) modelvilla's en -appartementen en het meubilair ervan;
- n) het materieel, meubilair of onroerend goed dat voor verhuur bestemd is;
- o) het materieel, meubilair of onroerend goed bestemd voor vervanging;
- p) de infrastructuur in verband met de activiteiten van de vervoerssector als omschreven in artikel 2, 45, van Verordening nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun krachtens artikelen 107 en 108 van het Verdrag verenigbaar met de interne markt worden verklaard;
- q) de aankoop van bebouwde of onbebouwde grond voor een bedrag hoger dan tien procent van de totale uitgaven;
- r) elk informatica- of mobiele telefoniematerieel met een individuele waarde lager dan 1.000 euro;
- s) de gebouwen die binnen zes maanden na aankoop of voltooiing van de werken niet worden gebruikt voor zakelijke doeleinden door de onderneming;

5° het redelijke karakter van de kosten wordt gewaarborgd door een oproep tot mededinging van ten minste drie leveranciers of aannemers die voorafgaand aan elke uitgave geraadpleegd worden. Deze oproep tot mededinging wordt aangetoond door een afschrift van de drie prijsaanvragen en prijsoffertes die de begunstigde heeft ontvangen.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3, § 1, leden 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, bepaalt bijlage 1 het volgende :

- 1° het minimumbedrag van de in aanmerking komende investeringen waaronder een steunaanvraag niet ontvankelijk is;
- 2° het maximumbedrag van de steun per begunstigde voor de periode van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector;
- 3° het percentage van de totale overheidssteun;
- 4° de bijdragepercentages van de gewestelijke en Europese steun in de totale overheidssteun;
- 5° het maximumaantal ontvankelijke aanvragen voor de periode van het bovengenoemde programma.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 4, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 wordt in verband met de in artikel 4, § 1, lid 1, 4°, bedoelde voorwaarden van hetzelfde besluit het volgende gepreciseerd :

1° het ondernemingsplan betreft de nieuwe aquacultuurproductie-eenheid van de aanvrager en de ontwikkeling van de activiteiten van die eenheid over een periode van minimum 3 jaar. Dat plan bevat op zijn minst :

- a) een raming van de kosten, omzet en winsten van de nieuwe aquacultuurproductie-eenheid van de aanvrager, geventileerd per soorten producten die door de aanvrager in de handel worden gebracht;
- b) een uitvoerige inventaris van de vanaf de installatie verrichte investeringen en degene die tot het verstrijken van het ondernemingsplan gepland worden;
- c) een analyse van de sterke en zwakke punten, kansen en belemmeringen van de aquacultuurproductie-eenheid;
- d) de omschrijving van de maatregelen, met inbegrip van degene gebonden aan de duurzaamheid van het leefmilieu en aan het doeltreffende gebruik van de hulpbronnen, die nodig zijn voor de ontwikkeling van de activiteiten van het aquacultuurbedrijf, zoals investeringen, opleidingen en adviezen.

2° de haalbaarheidsstudie die een milieu-evaluatie van de handelingsomvat, wordt geacht vervuld te worden door de toekenning van de milieuvergunning of globale vergunning;

3° het onafhankelijke afzetrapport waaruit blijkt dat er goede en duurzame marktvooruitzichten voor het product bestaan, en dat betrekking heeft op de belangrijkste door de aanvrager gefokte soort of op een soort die tot dezelfde familie behoort, en dat wordt uitgevoerd in het licht van de economische context in een of meer lidstaten van de Europese Unie.

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 15, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 worden de selectiecriteria voor de steunaanvragen in bijlage 2 vermeld.

Wanneer meerdere criteria voor een steun van dezelfde aard bepaald worden, wordt de minimumselectiecijfer bereikt, zowel voor de som van de cijfers op de verschillende criteria als voor elk criterium waarvoor een minimumselectiecijfer bepaald wordt.

§ 2. De toekenning van de overheidssteun voor de krachtens paragraaf 1 geselecteerde aanvragen geschiedt in chronologische volgorde op basis van de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag overeenkomstig artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor de vestiging door overname of oprichting*

Art. 6. Overeenkomstig artikel 26, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 wordt de aanvrager die de exclusieve bedrijfsleider niet is, geacht een effectieve controle uit te oefenen als hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° zijn handtekening is noodzakelijk of voldoende voor het beheer van het bedrijf;
- 2° zijn deelname is niet beperkt in de tijd;
- 3° zijn deelname aan de risico's en winsten is evenredig met zijn deelname in de entiteit;
- 4° hij is aquacultuurexploitant in hoofdberoep;
- 5° hij is beheerder van de rechtspersoon, in voorkomend geval;
- 6° hij ondertekent een overeenkomst waarin hij de verbintenis aangaat om een van de bedrijfsleiders te zijn.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 26, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 beschikt de aanvrager over een voldoende kwalificatie indien hij in het bezit is van :

1° een master bio-ingenieur, een master industriële ingenieurswetenschappen in landbouwkunde, een bachelor in landbouwkundige wetenschappen, een bachelor in landbouwkunde, een diploma in diergeneeskunde of een gelijkwaardig diploma erkend door een andere Lidstaat van de Europese Unie;

2° een bachelor of een master in een agronomische of biologische oriëntatie of een gelijkwaardig diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;

3° een door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, afgekort "CESS", en het kwalificatiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair onderwijs, afgekort "CQ6", met een oriëntatie landbouw (inclusief aquacultuur) of de gelijkwaardige getuigschriften erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;

4° een "CESS" behaald aan het einde van het technisch doorstromingsonderwijs in de agronomische wetenschappen of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;

5° een "CESS" of "CQ6" in een landbouworientatie (inclusief aquacultuur) of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers (inclusief aquacultuur) uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel minstens twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel met minstens twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in een of meerdere aquacultuurbedrijven;

6° een "CESS" of "CQ6" in een landbouworientatie (inclusief aquacultuur) of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers (inclusief aquacultuur) uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel minstens twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel met minstens twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in een of meerdere aquacultuurbedrijven;

7° een CESS buiten een landbouw- of tuinbouworientatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector;

8° een brevet van hogergeschoold landbouwtechnicus voor aquacultuur.

Bij gebrek aan een kwalificatie bedoeld in het eerste lid, heeft de aanvrager een voldoende kwalificatie als hij:

1° over een praktijkervaring van minstens vijf jaar beschikt, hetzij in hoofdberoep als medewerker, meewerkend echtgenoot, hetzij voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector en;

2° houder is van één van de volgende getuigschriften :

- a) een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;
- b) een door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikt opleidingsgetuigschrift voor landbouwers;
- c) een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren.

Art. 8. De drempel van levensvatbaarheid wordt bereikt wanneer de inkomsten per 1.800 arbeidsuren aan het einde van het ondernemingsplan, overeenkomstig artikel 28, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, ten minste gelijk is aan vijftienduizend euro.

HOOFDSTUK IV. — *Investeringssteun in de aquacultuur*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 38, § 3, lid 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 wordt de lijst van de soorten waarvoor steunaanvraag ontvankelijk is, vastgesteld in bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 38, § 3, lid 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 wordt de maximale termijn waarin de aanvrager een antwoord krijgt, vastgesteld op zestig werkdagen te rekenen van de datum waarop de administratie aan de aanvrager kennis heeft gegeven van de ontvankelijkheid van zijn aanvraag.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 38, § 3, lid 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 hebbende toelaatbare uitgaven betrekking op de verwerving en de installatie van uitrustingen of infrastructuren die op de exploitatiesite van de gerechtigde geïnstalleerd zijn, met het oog op het opschrikken van één of meerdere soorten bedoeld in artikel 9 of het beschermen van de installaties van het bedrijf of de productie tegen schade die door deze schade zou worden veroorzaakt of met het oog op de oplijsting, de bewaking of de waarschuwing vanop een afstand van deze soorten die in de omtrek van de exploitatie binnendringen.

De kosten van de gerechtigde of het personeel van zijn bedrijf inzake uurloon zijn toelaatbaar als volgende gezamenlijke voorwaarden vervuld zijn:

1° het meetellen van dergelijke kosten is voorzien in de steunaanvraag die de gerechtigde heeft ingediend, becijferd in het aantal werkuren of uurkostprijs, omstandig omschreven volgens de aard der werken en verantwoord door de passende vaardigheden van de personen die aan deze werken deelnemen;

2° de uurkostprijs van het loontrekkend personeel dat aan de werken deelneemt wordt berekend en aangetoond op grond van de loonlasten betaald door de gerechtigde voor dat personeel;

3° de uurkostprijs van de gerechtigde die aan deze werken deelneemt als natuurlijk persoon overschrijft niet 25 euro, belastingen niet meegerekend, per uur voor elektriciteitswerken en 20 euro, belastingen niet meegerekend, per uur voor werken van een andere aard;

4° de gerechtigde toont aan dat het totaal van de kosten, berekend volgens de bepalingen vastgesteld onder 2° en 3°, kleiner in omvang zijn dan de kosten die gemaakt zouden zijn als een beroep zou worden gedaan op bedrijfsexterne prestatarissen of aannemers;

5° de meegetelde arbeidsuren hebben enkel betrekking op de installatiewerken voor uitrustingen en infrastructuur waarvoor een gunstig advies is uitgebracht overeenkomstig artikel 38, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, en worden gestaafd met een verklaring op erewoord, ondertekend door iedere persoon die deel heeft in de aangegeven uitgaven voor arbeidskrachten.

HOOFDSTUK V. — *Controles en sancties*

Art. 12. Overeenkomstig artikel 45, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, wordt de tabel met het overzicht van de sancties in bijlage 4 vastgelegd.

Namen, 25 april 2019

R. COLLIN

Bijlage 1. Steun

Artikel 1. Met inachtneming van de nadere regels vastgesteld in artikel 2 worden het minimumbedrag van de toelaatbare investeringen, het maximumbedrag van de steun per gerechtigde, het totale overheidssteunpercentage, de aandelenpercentages van gewestelijke en Europese steun en het maximumaantal ontvankelijke aanvragen als volgt vastgesteld voor de verschillende steunvormen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019:

Doelstellingen beoogd door de investeringen	Minimumbedrag (€) toelaatbare investeringen	Maximumbedrag van de steun door de gerechtigde in euro	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)	Aandeelpercentage gewestelijke steun (% totale overheidssteun)	Aandeelpercentage Europese steun (% totale overheidssteun)	Maximumaantal ontvankelijke aanvragen
Artikel 21 (Installatiesteun)	20.000	70.000	50	25	75	1
Artikel 35 (Investeringssteun); uitgezonderd investeringen bedoeld in artikel 38, § 3.	10.000	400.000	40	40	60	2
Artikel 35, voor de investeringen bedoeld in artikel 38, § 3 (bescherming bedrijven tegen wilde roofdieren)	1.000	15.000	50	40	60	2
Artikel 39 (Investeringssteun verbouwingen)	10.000	100.000	40	40	60	2

Art. 2. § 1. Voor de investeringssteun en de investeringssteun voor vervouwingen als bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, uitgezonderd de investeringen bedoeld in artikel 38, § 3, van hetzelfde besluit, vormt het cijfer van de totale overheidssteun vastgesteld in artikel 1 een maximumpercentage. Het cijfer van de totale overheidssteun wordt individueel voor elke aanvraag berekend op grond van de criteria vastgesteld in de paragrafen 2 en 3, onderzocht ten opzichte van de bedrijfseenheid aquacultuur of de betrokken verbouwing in de aanvraag, die recht geeft op samenvoegbare steunpercentages, met inachtneming van het maximumcijfer van de totale overheidssteun vastgesteld in artikel 1.

§ 2. Voor de steun bedoeld in artikel 35, de investeringen uitgezonderd als bedoeld in artikel 38, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, zijn volgende samenvoegbare criteria van toepassing:

Criteria	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)
Basiscijfer (voor iedere aanvraag)	30
De steunaanvraag betreft een ondernemer die in de aquacultuursector stapt	10
De gerechtigde voorziet het creëren van banen van meer dan 20% ten opzichte van de totale personeelsinzet voor de investering	10

Criteria	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)
De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens één soort teelt die op duurzame wijze bij kan dragen tot de diversificatie van de aquacultuurproducten zoals vastgesteld in artikel 3 van huidige bijlage	10
De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens voor een deel van haar productie in een certificatieproces is gestapt overeenkomstig Verordening 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen	10
De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens voor een deel van zijn productie in een certificatieproces is gestapt overeenkomstig Verordening 889/2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft	10
De steunaanvraag betreft investeringen die beantwoorden aan doelstelling van artikel 48, § 1, i) of j) van Verordening 508/2014	10
De steunaanvraag betreft investeringen nuttig voor de verwerking en de verhandeling op de site van de betrokken aquacultuurproductie-eenheid	10

§ 3. Voor de steun bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, zijn volgende samenvoegbare criteria van toepassing:

Criteria	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)
Basiscijfer (voor iedere aanvraag)	25
De steunaanvraag betreft een verwerkingseenheid opgericht tijdens de laatste 2 jaar voorafgaand aan de steunaanvraag	10
De gerechtigde voorziet het creëren van banen van meer dan 20% ten opzichte van de totale personeelsinzet voor de investering	10
De investeringen vallend onder de steunaanvraag zijn er minstens gedeeltelijk op gericht, gecertificeerde producten te verwerken overeenkomstig Verordening 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen dan wel 889/2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft	10
De investeringen vallend onder de steunaanvraag zijn er minstens gedeeltelijk op gericht aquacultuurproducten te verwerken, die tijdens minstens twee derde van hun levensduur geteelt zijn in bekkens gelegen in een straal van 150km rond de steungerechtigde bedrijfseenheid	15

Art. 3. Rekening houdend met name met hun handelsperspectieven, evenals met de mindere leefmilieurisico's van hun teelt zijn de soorten die duurzame deel kunnen nemen aan de diversificatie van de aquacultuurproducten op het grondgebied van het Waalse Gewest de volgende:

- 1° Vlagzalm (*Thymallus thymallus*) ;
- 2° Kwabaal (*Lota lota*);
- 3° Sander (*Sander lucioperca*) ;
- 4° Baars (*Perca fluviatilis*) ;
- 5° Atlantische zalm (*Salmo salar*) ;
- 6° alle soorten toebehorend aan de orde der tienpotigen;
- 7° alle soorten van de familie *Acipenseridae*.

Na gunstig advies van de administratie kunnen andere soorten dan die beoogd in lid 1 toegelaten worden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 25 april 2019.

Bijlage 2. Selectiecriteria

De criteria en minimumselectiescores van de aanvragen worden als volgt vastgesteld in functie van de betrokken steun:

1° Voor steun beoogd bij artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019:

<u>Aard criterium:</u>	<u>Maximumscore (weging criterium)</u>	<u>Minimale selectiescore</u>
Relevantie ondernemingsplan (met inbegrip van aquacultuurbeleidsplan voor Wallonië):	10	7

2° Voor steun beoogd bij artikel 35 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019:

<u>Aard criterium:</u>	<u>Maximumscore (weging criterium)</u>	<u>Minimale selectiescore</u>
Relevantie van investering voor aquacultuurbeleidsplan voor Wallonië	10	7

3° Voor steun beoogd bij artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019:

<u>Aard criterium:</u>	<u>Maximumscore (weging criterium)</u>	<u>Minimale selectiescore</u>
Relevantie investering ten opzichte van doelen van artikel 69 van Verordening 508/2014	5	3
Positieve verwerking aquacultuurproducties in plaatselijk en kort circuit tussen producenten en consumenten	5	-
Positieve verwerking duurzame aquacultuurproducties	5	-
Totaalcijfer verkregen scores voor drie bovenstaande criteria	15	9

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 25 april 2019.

R. COLLIN

Bijlage 3. Lijst beschermde soorten waarvoor beschermingsmiddelensteun toelaatbaar is

De lijst van de soorten die het voorwerp van steun kunnen uitmaken ten opzichte van artikel 38, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 wordt vastgesteld als volgt:

Visarend	<i>Pandion haliaetus</i>
Bever	<i>Castor fiber</i>
Aalscholver	<i>Phalacrocorax carbo</i>
Grote zilverreiger	<i>Ardea alba</i>
Blauwe reiger	<i>Ardea cinerea</i>
Otter	<i>Lutra lutra</i>
Ijsvogel	<i>Alcedo atthis</i>

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 25 april 2019.

R. COLLIN

Bijlage 4. OVERZICHTSTABEL SANCTIES

De sancties, van toepassing in functie van de vaststellingen, zijn vastgesteld als volgt:

<u>Vaststellingen</u>	<u>Sancties</u>
Uiteenlopend karakter van sommige gegevens in verband met de uitgaven aan de gerechtigde of de acties, tussen de ter plaatse vastgestelde gegevens en de gegevens die de administratie in haar systeem heeft geregistreerd. Het doelbewust karakter van deze uiteenlopende gegevens is niet gebleken en leidt tot geen enkele andere strengere vaststelling.	Geen enkele sanctie maar verzoek om gegevens te corrigeren aan passende entiteit gericht (gerechtigde of administratie)
Geen enkele gescheiden boekhouding of boekhoudkundige ad hoc codificatie	Schrijven met ingebrekestelling voorzien van een termijn van dertig werkdagen om zich in orde te stellen (als mogelijk voor alle uitgaven sinds opstart van de actie zoniet minstens voor de uitgaven van het lopend en de toekomstige boekhoudjaren). Als deze termijn eenmaal verstreken is en in geval van niet conformiteit, toepassing van een straf van vijf percent op alle toegekende steun aan de gerechtigde, in het kader van de betrokken verrichting(en).
Niet-in aanmerking komen van een uitgave voorgelegd door gerechtigde	Intrekking van de uitgave vallend onder de in aanmerking komend uitgaven en in voorkomend geval toepassing van de inningsprocedures en opvolging van debiteuren.
Niet-inachtneming van de bepalingen van toepassing bij in het geding stellen en aantonen van redelijke kostprijs van de investeringen die voor overheidssteun in aanmerking komen.	Intrekking van de uitgave ivm vaststelling van de in aanmerking komend uitgaven en in voorkomend geval toepassing van de inningsprocedures en opvolging van debiteuren.
Verkoop, verhuur of kosteloze terbeschikkingstelling zonder voorafgaande toelating door de administratie met als doel of gevolg onttrekking van de investering aan doelstelling vastgesteld in steunaanvraag	Intrekking van de uitgave ivm vaststelling van de in aanmerking komende uitgaven en in voorkomend geval toepassing van de inningsprocedures en opvolging van debiteuren voor de gehele investeringssteun waarop die vaststelling van toepassing is.
De gerechtigde voldoet niet aan zijn verbintenis betreffende de gegevens die hij bij de administratie moet indienen daaronder inbegrepen de jaarlijkse opgave van de resultatenindicatoren of het eindopvolgingsrapport van dat plan, of de boekhoudkundige beheersgegevens	Schrijven met ingebrekestelling met een termijn van vijftien dagen om zich in orde te stellen. Eenmaal deze termijn verstreken bij niet conformiteit, inning van alle reeds uitbetaalde steun voor de gerechtigde in het kader van de aanvraag vallend onder die verbintenis.
De gerechtigde heeft de verantwoordingsstukken van de uitgaven waarop steun van toepassing is niet bewaard tot 31 december 2032	Schrijven met ingebrekestelling met een termijn van vijftien dagen om zich in orde te stellen. Eenmaal deze termijn verstreken bij niet conformiteit, inning van alle reeds uitbetaalde steun voor de gerechtigde met betrekking tot ontbrekende stukken.
De gerechtigde vervult niet meer de toelaatbaarheidsvoorwaarden van artikel 10 van Verordening 508/2014	Inning van alle reeds aan de gerechtigde vereffende steun in het kader van de steunaanvraag. Als de vastgestelde fraude betrekking heeft op artikel 10, § 3, van Verordening 508/2014 gaat de inning samen met een intrekking van de subsidiabiliteit van de gerechtigde gedurende drie jaar te rekenen van de vaststelling aan iedere steunregeling voor de handelssector van de Visvangst.
De gerechtigde laat niet toe, dat de bedrijfssite betreden wordt waaronder de steunaanvraag valt om er de controle ter plaatse uit te voeren door de administratie of iedere door deze geldig gemandateerde persoon	Inning van alle reeds aan de gerechtigde vereffende steun in het kader van de steunaanvraag. Inning gaat samen met een intrekking van de subsidiabiliteit van de gerechtigde gedurende drie jaar te rekenen van de vaststelling aan iedere steunregeling voor de handelssector van de Visvangst.
Doelbewust valse aangifte voor dubbele subsidiëring, voorlegging van stukken, uitvoering van investeringen of personeelsinzet.	Stopzetting financiering betrokken project en inningsaanvraag betalingen reeds uitgevoerd in het kader van betrokken steundossier. Inning gaat samen met een intrekking van de subsidiabiliteit van de gerechtigde gedurende drie jaar te rekenen van de vaststelling aan iedere steunregeling voor de handelssector van de Visvangst.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 25 april 2019.

R. COLLIN